

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 GRAVELINES

Le 22/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/10/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ARC FRANCE

104 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
62510 ARQUES

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\ARC_FRANCE_Arques_070.00621\2_Inspections\2022 10 05
Stockage groisil\ARC France_arques_RAPVI_0007000621.odt
Code AIOT : 0007000621

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/10/2022 dans l'établissement ARC FRANCE implanté 104 avenue du Général de Gaulle 62510 ARQUES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Hauts-de-France 2022.

Elle fait suite à la visite d'inspection du 28/01/2021 concernant le stockage de groisil situé zone du Lobel. Suite à cette visite, l'inspection avait proposé à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral de mise en demeure demandant à l'exploitant de régulariser sa situation et un arrêté préfectoral de mesures conservatoires pour encadrer les installations en attendant la régularisation.

Dans le cadre du contradictoire, l'exploitant a formulé des observations par le courrier du 08/03/2021 sur les 2 projets d'arrêté préfectoraux. Pour tenir compte des observations de l'exploitant, l'inspection avait proposé à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais, via le rapport de l'inspection du 30/03/2021, un arrêté préfectoral de mise en demeure et un arrêté préfectoral de mesures conservatoires modifiés.

Au 05/10/2022, ces deux propositions d'arrêté préfectoraux n'ont pas été signées. Toutefois, l'exploitant a mis en place des actions pour revenir à la conformité. La présente inspection a pour objectif de faire un point d'avancement sur ce sujet.

Pour la suite du rapport, il convient de rappeler que lors de la visite du 28/01/2021, l'inspection avait constaté la présence d'un stockage de groisil à l'extérieur du périmètre ICPE d'ARC FRANCE ce qui nécessitait un classement au titre de la rubrique 2715 de la nomenclature ICPE. En conséquence, les non-conformités avaient été caractérisées par rapport à l'arrêté ministériel du 15/10/10 applicable à un stockage 2715 soumis à déclaration. Cinq non-conformités à l'arrêté ministériel du 15/10/10 avaient été constatées. Le présent rapport traite de ces cinq non-conformités.

Suite aux observations faites par l'exploitant dans son courrier du 08/03/2021, l'inspection a considéré dans son rapport du 30/03/2021 que le stockage de groisil pouvait ne pas être classé 2715 s'il était intégré au périmètre ICPE. En conséquence, dans le cas d'une intégration au périmètre ICPE, l'arrêté ministériel du 15/10/10 n'est pas applicable au stockage de groisil.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARC FRANCE
- 104 avenue du Général de Gaulle 62510 ARQUES
- Code AIOT : 0007000621
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site de la verrerie ARC France est réparti en plusieurs sites sur 180 ha et comprend :

- l'usine de la Vallée (activités administratives, des entrepôts de stockage et des fours) ;
- la zone BATAVIA (activités d'entreposage) ;
- la zone industrielle du Hocquet (activités de stockage, chambre de moules, ateliers machines, fours, etc) ;
- la zone industrielle le Lobel (activités d'entreposage et de composition).

L'établissement est actuellement classé SEVESO Seuil haut pour l'emploi et le stockage de substances et préparations toxiques. Les activités du site sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 qui supprime et remplace les prescriptions des actes antérieurs du site. L'exploitant a fait une demande pour passer SEVESO Seuil Bas en 2019.

Dans le cadre de cette visite, l'inspection s'est rendue au niveau du stockage de groisil situé zone du Lobel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite du 28/01/2021 relatif au stockage de groisil

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;

- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Non-conformité n°1 du 28/01/2021 : Situation administrative	AP Complémentaire du 26/04/2019, article 1.6.1	/	Sans objet
2	Non-conformité n°5 du 28/01/2021 : Envol de poussières	AP Complémentaire du 26/04/2019, Chapitre 8.13	/	Sans objet
3	Non-conformité n°2 du 28/01/2021 : Propreté	AP Complémentaire du 26/04/2019, Chapitre 2.3	/	Sans objet
4	Non-conformité n°3 du 28/01/2021 : Rétention de l'aire de stockage	Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 2.9	/	Sans objet
5	Non-conformité n°4 du 28/01/2021 : Clôture	AP Complémentaire du 26/04/2019, article 8.2.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a régularisé sa situation via le porter-à-connaissance du 10/06/2021 pour demander l'intégration du stockage de groisil à l'intérieur du périmètre ICPE d'ARC FRANCE. L'instruction de ce porter à connaissance fera l'objet d'un rapport distinct.

Les 5 non-conformités constatées lors de la visite du 28/01/2021 sont soldées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Non-conformité n°1 du 28/01/2021 : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2019, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative, Régularisation du stockage de groisil
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation ? à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Non-conformité n°1 relevée le 28/01/2021 : « <i>L'inspection a constaté la présence d'une aire de stockage de groisil (déchets de verre notamment issus de ses fours) d'une superficie d'environ 50 x 100 m = 5 000 m². Le volume de déchets de verre stocké est supérieur à 250 m³. Le stockage est donc soumis à déclaration ICPE au titre de la rubrique 2715. Ce stockage n'a pas fait l'objet d'une déclaration ni d'un porter-à-connaissance. L'aire de stockage de groisil n'est pas implantée dans le périmètre ICPE d'ARC FRANCE.</i> » Suite à la visite, l'inspection proposait à Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation. Comme mentionné dans le rapport de l'inspection du 30/03/2021, un porter-à-connaissance demandant l'intégration du stockage de groisil au sein du périmètre ICPE d'ARC FRANCE pouvait permettre de lever cette non-conformité. L'exploitant a demandé à Monsieur le Préfet l'intégration du stockage de groisil à l'intérieur du périmètre d'ARC FRANCE via le porter à connaissance du 10/06/2021. L'exploitant est donc revenu à la conformité sur ce point. La mise en demeure n'est donc plus justifiée. L'instruction du porter-à-connaissance du 10/06/2021 fera l'objet d'un rapport distinct.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Non-conformité n°5 du 28/01/2021 : Envol de poussières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2019, Chapitre 8.13
Thème(s) : Risques chroniques, Zone de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les stockages extérieurs de groisils doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.
Constats : Non conformité n°5 relevée le 28/01/2021 : " <i>Les stockages de groisil sur le site ne sont pas protégés des vents par des écrans. Le site ne dispose pas de dispositif pour stabiliser les émissions ou envols de poussières. La nuit précédant l'inspection, il a plu, les stockages de groisil étaient donc mouillés. L'inspection n'a pas constaté l'envol de poussières.</i> " Constat du 05/10/2022 : Lors de la visite du 05/10/2022, le vent était fort (conditions favorables pour l'envol de poussières). L'inspection n'a pas constaté l'envol de poussières. Au vu de ce constat et de la granulométrie du groisil stocké, le dispositif pour stabiliser les émissions ou envols de poussières n'est pas nécessaire. L'inspection considère donc que la non-conformité n°5 relevée le 28/01/2021 est soldée. Néanmoins, il convient que l'exploitant continue de s'assurer qu'il ne peut pas y avoir d'émissions ou d'envols de poussières, quelles que soient les conditions météorologiques et la qualité du calcin.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Non-conformité n°2 du 28/01/2021 : Propreté

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2019, Chapitre 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Zone de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2.3.1 – Propreté L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets ... Des dispositifs d'arrosage, de lavage de roues, sont mis en place en tant que de besoin.</p> <p>Article 2.3.2 – Esthétique Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, ...) Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Non conformité n°2 relevée le 28/01/2021 : <i>"Le stockage de groisil n'est pas maintenu en bon état de propreté. En effet, l'inspection a constaté que l'ensemble de l'aire de stockage est recouverte d'un tapis de débris de verre. Sur les marges de l'aire de stockage, l'inspection a constaté que les déchets de verre débordent et se répandent notamment vers le bas du talus en direction du canal de Neufossé et vers la retenue d'eau."</i></p> <p>Contenu du projet d'arrêté préfectoral de mesures conservatoires sur le sujet : « Article 2 – Intégration dans le paysage et Propreté L'exploitant matérialise l'aire de stockage de calcin et prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter que le calcin sorte des limites de l'aire de stockage dans un délai de 1 mois à compter de la signature du présent arrêté. L'exploitant procède au nettoyage des abords du site dans un délai de 1 mois à compter de la signature du présent arrêté. »</p>
<p>Constat du 05/10/2022 :</p> <p>L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant a procédé à un nettoyage des abords du site notamment au niveau du talus et de la retenue d'eau. La majorité du groisil a été enlevé du talus. - l'exploitant a procédé à la mise en place de stomos pour délimiter la zone de stockage et limiter le déversement vers le talus ou vers l'extérieur de l'établissement. <p>L'inspection considère que l'exploitant a mis en place les mesures permettant de répondre aux attentes du projet d'arrêté préfectoral de mesures conservatoires et à la non-conformité relevée le 28/01/2021.</p> <p>Toutefois, l'inspection a également constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les stockages de groisil étaient importants le jour de la visite ; - sous l'effet du vent, il y avait des chutes de groisil au niveau des stockages ; - les stomos mis en place permettent de matérialiser la zone de stockage, mais il y a un risque au vu des 2 points ci-dessus d'un débordement de groisil vers l'extérieur du site.
Observations : En conséquence, il est demandé à l'exploitant de détailler les mesures préventives qu'il va mettre en place pour éviter un déversement de groisil à l'extérieur du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Non-conformité n°3 du 28/01/2021 : Rétention de l'aire de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/10/2010, article 2.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention de l'aire de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
Constats : Non-conformité n°3 relevée le 28/01/2021 : Le stockage de groisil n'est pas réalisé sur une aire étanche et aménagé pour la récupération des éventuelles liquides épandues et des eaux météoriques souillées. Comme mentionné dans le rapport de l'inspection du 30/03/2021, cette non-conformité s'appuyait sur l'article 2.9 de l'arrêté ministériel du 15/10/10. Considérant l'intégration du stockage de groisil au sein du périmètre ARC FRANCE et donc le non-classement de ce stockage au titre de la rubrique 2715, l'arrêté ministériel du 15/10/10 ne s'applique pas au stockage. En conséquence, cette non-conformité est levée, la prescription n'étant plus applicable à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Non-conformité n°4 du 28/01/2021 : Clôture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2019, article 8.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Zone de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre à l'installation. La zone où est implantée l'atelier de composition est clôturée sur toute sa périphérie. La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.
Constats : Conforme (cf constat confidentiel)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible (1)
☐ Secret industriel
☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Non-conformité n°4 du 28/01/2021 : Clôture

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/04/2019, article 8.2.4.1

Information confidentielle :

Non-conformité n°4 relevée le 28/01/2021 :

« L'accès au stockage de groisil est matérialisé par un portail. Lors de l'inspection, ce portail était ouvert sans surveillance. Par ailleurs, l'aire de stockage n'est pas clôturée. »

Contenu du projet d'arrêté préfectoral de mesures conservatoires :

« L'exploitant met en place dans un délai de 1 semaine à compter de la signature du présent arrêté les mesures nécessaires pour empêcher que des personnes étrangères à l'établissement puissent y pénétrer. »

Constats du 05/10/2022 :

Le portail susmentionné était fermé le 05/10/2022.

L'exploitant a clôturé le pourtour du stockage de groisil de manière à le relier à l'atelier de composition du site. L'exploitant a installé une clôture sur la périphérie du site du stockage sauf au niveau de la retenue d'eau.

Au vu de la configuration du lieu, la retenue d'eau fait office d'obstacle naturel à franchir pour une personne étrangère à l'entreprise.

Les mesures mises en œuvre par l'exploitant permettent de répondre au projet de mesures conservatoires et à la non-conformité n°4.